

CONCEVOIR SON PLAN D'AFFAIRES EN CONTEXTE DÉONTOLOGIQUE

MODULE 3

Tout professionnel décidant de se lancer en affaires au Québec doit déterminer sous quelle forme juridique il exploitera son entreprise. En fait, il se doit de définir la structure légale par laquelle il pourra exercer ses activités de pratique privée.

L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

L'entreprise individuelle est l'une des structures les plus communes dans le secteur de la pratique privée. Il s'agit d'une entreprise exploitée par une seule personne communément appelée « travailleur autonome ». Ce type d'entreprise a l'avantage d'être une forme juridique très simple et peu coûteuse à mettre sur pied.

LES AVANTAGES LIÉS À L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

- Si vous choisissez de faire affaire en utilisant votre nom et prénom personnel, vous n'êtes pas obligé(e) de vous immatriculer auprès du Registraire des entreprises. Vous n'avez donc aucunes formalités ni frais gouvernementaux à payer pour la constitution de la société ;

Ainsi, si vous désirez faire affaire sous des noms similaires à « Martin Plamondon Nutritionniste » ou « Christine Baron avocate », vous n'avez pas l'obligation de vous immatriculer auprès du Registraire des entreprises. Toutefois, si vous désirez offrir vos services sous un nom tel que « Clinique Proformix-Action » vous n'avez pas le choix que de vous inscrire au Registraire.

- Il n'est pas nécessaire d'obtenir un numéro de TPS ou de TVQ si les revenus de votre entreprise sont inférieurs à 30 000 \$ par année de référence ;

En d'autres termes, il n'est pas obligatoire d'obtenir un numéro de TPS ou de TVQ si votre chiffre d'affaires ne dépasse pas les 30 000 \$ au cours de l'année précédente de l'entreprise.

- La gestion comptable et fiscale de l'entreprise est simple. Lors de la période d'impôts, vous devez remplir une déclaration de revenus pour vos revenus personnels et ainsi que ceux de l'entreprise ;
- Tous les profits de l'entreprise vont au bénéfice de l'entrepreneur ;
- Vous pouvez bénéficier de certaines déductions fiscales pour les dépenses engagées pour l'entreprise.

Par exemple, il est possible de déduire les frais de représentation de l'entreprise : kilométrage, habillement spécifique, billets pour des conférences et activités de réseautage. Vous pouvez consulter les différentes déductions sur le site web de [Revenu Québec](#) et consulter un comptable au besoin.

LES DÉSAVANTAGES LIÉS À L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

- À titre de travailleur autonome vous ne bénéficiez pas des avantages sociaux que pourriez recevoir à titre d'employé(e). On pense entre autres aux vacances, aux congés de maladie, aux assurances collectives, aux régimes de retraite, etc. ;
- À moins d'engager des employés ou de conclure des contrats avec d'autres entreprises, vous êtes seuls pour assurer la saine gestion et le développement de l'entreprise ;
- Vous assumez le risque des pertes de l'entreprise ;

Ainsi, si l'entreprise accumule des dettes ou fait faillite, vous serez tenu responsable personnellement des dettes en question. Vous serez donc dans l'obligation de payer les dettes de l'entreprise à même vos biens personnels.

- Puisque les revenus de ce type d'entreprise sont imposés au même taux que celui des particuliers, vous pouvez être imposé de manière importante si vos revenus sont élevés ;
- L'entreprise prend fin lors de votre décès.

Si vous désirez vous immatriculer en tant qu'entreprise individuelle au [Registraire des entreprises](#), voici la démarche à suivre :

1. Immatriculer la société auprès du [Registraire des entreprises](#) :

Il s'agit d'une étape obligatoire si vous ne faites pas affaire en votre nom personnel. Sinon, l'immatriculation se fait sur une base volontaire.

- Aller sur le site web du Registraire des entreprises, à la section « Services en ligne », puis « Services offerts au public et aux entreprises non immatriculées » ;
- Cliquer sur « Produire la déclaration d'immatriculation d'une personne physique » ;
- Cliquer sur « Accéder au service » puis suivre les étapes pour « Produire une nouvelle demande » et payer les frais requis.

2. Obtenir des numéros de TPS/TVQ :

Cette étape est obligatoire uniquement si le chiffre d'affaires annuel dépasse les 30 000 \$.

Il ne s'agit pas des revenus nets de l'entreprise, mais bien de ses revenus bruts. La formule la plus simpliste pour prévoir votre chiffre d'affaires étant le nombre d'heures facturées au courant de l'année multiplié par votre taux horaire, si vous offrez des services ; ou le nombre de marchandises vendues multiplié par le prix du produit.

- Aller sur le site web de [Revenu Québec](#), à la section « Entreprises », puis à « Inscription aux fichiers de la TPS/TVQ ;
- Utiliser le service en ligne « Inscription d'une entreprise en démarrage ».

LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

La société en nom collectif est une structure similaire à l'entreprise individuelle. Toutefois, elle est utilisée lorsque plusieurs personnes se lancent en affaires ensemble. On parlera alors d'associés.

Pour qu'il y ait une société en nom collectif, il faut que vous et au moins un autre associé choisissiez d'exploiter une entreprise dans un esprit de collaboration, en mettant en commun les biens relatifs à l'entreprise, vos activités ou vos connaissances. Vous devez aussi partager les bénéfices et les pertes qui découlent de l'entreprise.

La société est créée par un contrat de société qui prévoira entre autres la contribution des associés, les responsabilités de chacun et la manière dont les profits et les pertes seront partagés. La société détient son nom propre qui termine par les lettres « S.E.N.C. ». L'entreprise peut agir en justice et détient son propre siège social.

LES AVANTAGES LIÉS À LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

La structure est plus simple et moins coûteuse que celle de la société par actions, et ce, tant au niveau de sa constitution que de son fonctionnement.

- En tant qu'associés, vous devrez mettre en commun vos ressources et travailler en collaboration pour exploiter l'entreprise ;
- Toutes les associées et tous les associés bénéficieront d'avantages fiscaux, notamment les crédits d'impôt pour particuliers. Vous pourrez aussi déduire certaines dépenses engagées pour l'exploitation de l'entreprise.

LES DÉSAVANTAGES LIÉS À LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

- Puisque la société est créée par un contrat, il est recommandé de consulter un avocat pour rédiger le contrat ou pour obtenir des conseils juridiques à ce sujet ;
- La société doit être immatriculée au Registraire des entreprises et compléter toutes les formalités requises. L'entreprise doit notamment produire des déclarations de mise à jour et payer les frais qui y sont associés ;
- Chaque associé peut être tenu de payer personnellement les dettes de l'entreprise. Vous êtes donc à risque de devoir couvrir l'entièreté des sommes dues par l'entreprise en cas de pertes ou de faillite ;
- La société n'a pas d'impôts à payer et les revenus sont plutôt inclus dans les déclarations de revenus de chaque associé ; associé, qui sera imposé en fonction des taux d'imposition réservés aux particuliers. Ceci implique que votre montant d'impôts à payer peut-être important si les revenus de la société sont élevés.

De plus, il est important de noter que pour certaines professions, il est possible de créer une société en nom collectif à responsabilité limitée (sous l'acronyme « s.e.n.c.r.l. »). Ce type d'entreprise vous permet de limiter, dans une certaine mesure, la responsabilité des associés face aux différents risques de la société.

Pour savoir s'il vous est possible de fonder une société en nom collectif à responsabilité limitée, renseignez-vous auprès d'un avocat ou d'un autre professionnel du droit afin de vous assurer que la forme de l'entreprise est conforme à la loi.

Si vous désirez constituer une société en nom collectif, voici la démarche à suivre :

1. Vous devez d'abord conclure un contrat de société entre les différents associés ;
Nous vous recommandons grandement de faire affaire avec un avocat pour cette étape.
2. Immatriculer la société auprès du [Registraire des entreprises](#) ;
 - Aller sur le site web du [Registraire des entreprises](#), à la section « [Services en ligne](#) », puis « [Services offerts au public et aux entreprises non immatriculées](#) » ;
 - Cliquer sur « [Produire la déclaration d'immatriculation d'une société de personnes](#) » ;
 - Cliquer sur « [Accéder au service](#) » puis choisir « [Société en nom collectif](#) » et suivre les étapes pour compléter la demande et payer les frais requis.
3. Obtenir des numéros de TPS/TVQ si le chiffre d'affaires annuel dépasse les 30 000 \$:
 - Aller au site web de [Revenu Québec](#), à la section « [Entreprises](#) », puis à « [Inscription aux fichiers de la TPS/TVQ](#) » ;
 - Utiliser le service en ligne « [Inscription d'une entreprise en démarrage](#) ».

LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

La société par actions, aussi appelée « compagnie », est généralement la forme privilégiée à partir du moment où les revenus de l'entreprise sont importants puisque ce type d'entreprise bénéficie d'avantages fiscaux.

La principale différence entre la société par actions et les autres types d'entreprises est que la compagnie détient son propre patrimoine. Elle est une personne distincte de ses actionnaires et administrateurs.

Concrètement, cela signifie que les actionnaires et administrateurs ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'entreprise, sauf dans certaines exceptions. Ainsi, les biens propres à chaque administrateur sont relativement protégés en cas de faillite de l'entreprise.

Toutefois, le fonctionnement interne de la compagnie est plus complexe que celui des autres structures. Notamment, les actionnaires doivent élire les administrateurs, lesquels vont ensuite voter sur les décisions importantes. Les profits de la société sont partagés entre les actionnaires sous la forme de dividendes ou peuvent être réinvestis dans l'entreprise.

LES AVANTAGES LIÉS À LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

- Le principal avantage de la société par actions est que l'entreprise est responsable de ses propres dettes ;

La responsabilité des actionnaires et des administrateurs est limitée ce qui leur permet de protéger leurs propres biens et donc d'être moins à risque en cas d'échec de la société.

- Le taux d'imposition de la compagnie est moindre comparativement à celui d'un particulier (entreprise individuelle) ayant un revenu élevé. De plus, la compagnie peut bénéficier de certaines déductions pour les petites entreprises, ce qui fait en sorte que la compagnie paie moins d'impôts.

- Les administrateurs de la société peuvent choisir de réinvestir les revenus dans la société ou les accumuler à titre de bénéfices non répartis. Vous évitez ainsi de devoir payer de l'impôt immédiatement ;
- Si vous êtes l'unique actionnaire et administrateur, vous pouvez signer une « déclaration de l'actionnaire unique ». Cette déclaration vous permet d'éviter de devoir constituer un conseil d'administration et simplifie le fonctionnement interne de l'entreprise.

LES DÉSAVANTAGES LIÉS À LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

- La constitution et la gestion d'une société par actions implique des frais importants ;

Vous devrez vous attendre à débours des frais de démarrage et de gestion de l'ordre de quelques milliers de dollars. Parmi ces frais, on retrouve notamment les frais d'incorporation, d'organisation (par exemple, pour la tenue du livre de minutes), et des frais d'avocat et de comptable.

- Au niveau fiscal, la situation est aussi plus complexe. Il vous faut préparer des déclarations de revenus pour la société et tenir une comptabilité distincte pour cette dernière ;
- Le fonctionnement interne de l'entreprise est plus complexe et exige de l'organisation. Vous devez vous assurer de tenir les réunions du conseil d'administration, et les assemblées des actionnaires, en plus de rédiger les résolutions et procès-verbaux requis ;
- Dans certaines circonstances, les actionnaires et administrateurs peuvent tout de même être tenus responsables des dettes de la société par actions malgré le fait que celle-ci soit une personne morale avec un patrimoine distinct, notamment en cas de fraude.

Si vous décidez de constituer une société par actions, il vous faut décider en plus si votre entreprise constituera une société fédérale ou provinciale. Ce choix dépendra notamment du lieu où l'entreprise exercera majoritairement ses activités et de l'endroit où son siège social sera situé.

Si vous désirez constituer une société par actions, voici la démarche à suivre :

1. Rédiger les statuts de la société par actions :

Nous vous recommandons grandement de faire affaire avec un avocat pour cette étape.

2. Si vous choisissez de constituer une société provinciale, vous devrez immatriculer cette dernière auprès du Registraire des entreprises :

- Aller sur le site web du [Registraire des entreprises](#), à la section « Services en ligne », puis « Services offerts au public et aux entreprises non immatriculées » ;
- Cliquer sur « Produire des statuts de constitution avec la déclaration initiale » ;
- Cliquer sur « Accéder au service » puis choisir « Produire des statuts de constitution avec la déclaration initiale » et suivre les étapes pour compléter la demande et payer les frais requis ;

Si la société est constituée en vertu de la loi fédérale sur les sociétés par actions, il faudra plutôt :

- Aller sur le site web de [Corporations Canada](#) ;
- Cliquer sur « Je veux constituer une société », puis sur « Se constituer » ;
- Choisir « Société par actions », puis suivre les étapes pour compléter la demande et payer les frais requis ;
- Aller sur le site web du [Registraire des entreprises](#), à la section « Services en ligne », puis « Services offerts au public et aux entreprises non immatriculées » ;
- Cliquer sur « Produire la déclaration d'immatriculation d'une personne morale » ;
- Cliquer sur « Accéder au service » puis choisir « Société par actions ou compagnie » et suivre les étapes pour compléter la demande et payer les frais requis.

3. Organiser la société à l'interne :

Il vous faudra tenir la première réunion du conseil d'administration, avec un préavis de cinq jours aux administrateurs nommés dans la déclaration initiale. Durant cette réunion, il vous devrez, entre autres, adopter le règlement intérieur de la société, autoriser l'émission d'actions et nommer les dirigeants.

4. Obtenir des numéros de TPS/TVQ si le chiffre d'affaires annuel dépasse les 30 000 \$:

- Aller sur le site web de [Revenu Québec](#), à la section « Entreprises », puis à « Inscription aux fichiers de la TPS/TVQ ;
- Utiliser le service en ligne « Inscription d'une entreprise en démarrage ».

5. Conclure une convention entre actionnaires :

Bien que ce ne soit pas obligatoire, il est recommandé de signer une convention entre actionnaires afin de prévoir les règles applicables aux relations entre les actionnaires et prévenir certains différends qui pourraient survenir. Nous vous recommandons fortement de consulter un avocat ou un autre professionnel du droit pour compléter cette étape.

- Fin de l'extrait -